CAUSE COMMUNE

Journal de la Fédération des Communistes Libertaires Du Nord-Est

Numéro 6 - Mai-Juin 2005

POUR UNE HISTOIRE DU CHÔMAGE

Dans un système où toute production de richesse est soumise aux règles du capitalisme (propriété privée, profit immédiat, compétition...), il est difficile pour celui ou celle qui n'a que son travail à vendre de participer à la création de la richesse sans passer par l'esclavage salarié. Les moyens de production étant sous le contrôle d'un petit nombre de mains, il faut demander la permission aux patrons pour travailler et, par conséquent, survivre. Salariés ou non, nous sommes tous dans le même bateau. Ceux qui font de l'argent sur notre dos n'ont pas intérêt à ce que l'on choisisse librement le métier qu'on veut exercer. Les caisses d'assurance-chômage sont un des moyens que les prolétaires se sont donnés afin de remédier à cette situation. Ce n'est pas un hasard si leur mise sur pieds a été le fruit de luttes acharnées. Voici quelques facettes de l'histoire de ces luttes.

L'INVENTION DU CHÔMAGE

Le chômage est apparue à grande échelle au début de l'ère industrielle en occident. Comme encore dans les pays pauvres d'aujourd'hui, les industriels de l'époque profitaient d'une main d'œuvre paysanne abondante qui migrait vers les villes. Alors qu'il n'existait peu ou pas d'assurances sociales ni de réglementation sur l'embauche, le congédiement et la formation professionnelle, les artisans devenus prolétaires ont dû agir collectivement afin d'éviter que le haut taux de chômage ne tire toujours plus vers le bas leurs salaires et leurs conditions de travail.

Le peuple a trouvé moyen de transformer les forces des sans-emploi désoeuvrés en outils sociaux positifs. Les premiers syndicats ouvriers de classe sont nés à cette époque, comme l'Association internationale des travailleurs (AIT) en 1864, bien différents de l'esprit des corporations du Moyen Âge. Les ouvriers se sont organisés afin de mettre sur pieds des " bourses du travail " ou autres " maisons du peuple " vers la fin du XIX siècle afin de mettre en place des services essentiels pour la population en termes d'emploi, de formation professionnelle, de santé, mais aussi d'éducation et de culture.

Les anarchistes de ce temps avaient parfois tendance à employer des moyens violents (quoique ciblés) pour lutter contre les patrons et réveiller " la conscience " des travailleurs jugés trop amorphes. Un certain retournement théorique s'est alors opéré et les anarchistes ont décidé de participer pleinement aux syndicats et aux bourses du travail.

LA MARCHE SUR OTTAWA

Canada, 1935. Au cœur de la grande dépression, une partie des 20,000 chômeurs parqués dans des camps de travail (salaire de 0.20$/jour, discipline militaire, etc.), institués par le premier ministre R.B. Bennett afin de prévenir les troubles sociaux découlant du mécontentement généré par la situation économique désastreuse, déclenchent la grève. Avec une série de revendications, dont la création d'un régime d'assurance-chômage, ils sont plus de 1,300 miséreux à sauter sur des trains de marchandises en direction d'Ottawa. Leur nombre ayant gonflé à 1,800, ils seront arrêtés et réprimés à Régina, le gouvernement craignant qu'ils n'atteignent Winnipeg, berceau de la grève générale de 1919 qui mena à la fondation de la One Big Union (tendance anarcho-syndicaliste). Voici un témoignage d'une des luttes importantes vers la création de l'assurance-chômage :

" Pour moi, ça commencé quand je suis sorti du " camp de secours direct ". On avait un lit, des couvertures, les repas, du tabac et vingt sous par jour. Vingt sous par jour pour nos dépenses folles. Les camps étaient dégueulasses, la nourriture aussi. La plupart des administrateurs étaient des vétérans de la Première Guerre, des amis de politiciens. Toute l'affaire des camps était politique vous comprenez. Ils voulaient vider les rues de tous les jeunes nomades et nous envoyer dans le fond des bois ou on pourrait pas faire la révolution. Quelle farce.

Je ne me souviens pas très bien des détails et j'ai jamais rien cru de ce que j'ai lu dans les journaux. Evans (Relief Camp Worker's Union- LUO.- PCC.) dans ses discours, il disait que la seul façon de faire changer les choses c'était d'aller à Ottawa pour parler à R.B.Bennett- voilà un homme qu'on pouvait facilement détester.

J'ai lu que mille hommes avaient quitté Vancouver. Mille autres hommes ont dû se joindre à nous en cours de route. Tout allait bien jusqu'à ce que le Canadien Pacifique décide qu'on ne pouvait plus voyager à bord des wagons de marchandises. Quelle blague. Il devait y avoir au moins un million d'hommes qui sautaient les trains à travers le Canada et, tout à coup, c'était fini. C'était un complot pour nous arrêter. Ce qu'on savait pas, c'est qui, de Bennett ou du CP, était à l'origine de tout ça. Les chemins de fers et le gouvernement étaient tellement de connivence qu'y avait pas moyen de faire la différence. Plus tard, j'ai lu que les intérêts que le gouvernement payait chaque année sur la dette du Canadien National pendant la crise représentait une somme supérieur à tout ce que le gouvernement à versé aux hommes, aux femmes et aux enfants du pays durant ces années-là pour les empêcher de crever de faim, pour qu'ils puissent se vêtir convenablement, se loger et éviter de devenir fous. On allait donc nous empêcher de voyager à bord des trains et Régina était le dernier arrêt.

Bon, alors Evans et ses gars sont allés à Ottawa pour voir le bâtard pourri à Bennett et ça n'a pas trop bien marché. On devait avoir une grande assemblée sur la place du marché de Régina. Bennett avait donné l'ordre d'arrêter Evans et ses comparses à cette assemblée. C'était complètement stupide, mais à peu près tout ce que le gouvernement faisait était stupide. Dès que l'assemblée a commencé, ils nous on sauté dessus. Je pense pas que les gars avaient des fusils mais les policiers, eux, en avaient, et il s'en servaient. Ils nous tiraient dans les jambes. On n'avait même pas de pierres, justes nos mains nues, mais quand on arrivait à tirer un policier en bas de son cheval, on avait nos bottes et il y goûtait. Un policier a été tué et il y a eu quelques blessés et un grand nombre d'arrestations.

Les journaux avaient grossi l'affaire, mais c'était pas tant que ça. Le CP a mis un train à notre disposition, ils nous ont triés, puis ils nous ont ramenés sur la côte. "

(Extrait de La grande dépression, BROADFOOT, Barry. ed. Québec/Amérique, 1978.)

LE CHÔMAGE AU QUÉBEC

Grâce à des luttes comme la grande marche sur Ottawa, l'assurance-chômage (assurance-emploi), et l'assistance-sociale (béesse), constituent aujourd'hui des moyens pour les travailleurs et travailleuses d'avoir une possibilité de choisir plus librement leur emploi. L'A.-C., à son âge d'or (vers 1971), permettait d'avoir droit à un revenu presque sans condition après avoir perdu ou quitté un emploi. Les critères d'admissibilité s'étant resserrés de façon draconienne depuis 1990 (augmentation des semaines ou heures nécessaires, réduction du taux de prestation et du nombre de semaines payables, exclusion pour " départs volontaires " ou insubordination, réduction des cotisations), l'accès à l'A.-C. s'est fait divisé en deux, passant de 74% à 38% des sans-emploi. En 1990, alors que la caisse d'A.-C. était financée à part égale par l'État, le patronat et les travailleur-euse-s, le gouvernement conservateur de Mulroney, afin d'adapter le marché du travail au nouveau contexte de " libre-échange ", et malgré la promesse de ne pas toucher aux programmes sociaux, s'est retiré du financement de la caisse, qui doit assumer aussi, dorénavant, tous les frais d'administration lié au régime d'A.-C. Malgré ce semblant d'autonomie, le contrôle de la caisse est demeuré entre les mains de l'état. Le gouvernement Libéral du Canada a continué de légiférer dans le sens des conservateurs, restreignant davantage l'accès à l'assurance-chômage et diminuant les prestations. L'argent ainsi économisé sur le dos des chômeur-euse-s dans le besoin (48 milliards) a ensuite été " volé " de la caisse dans une tentative de transférer les surplus dans les dépenses normales de l'état afin de financer les objectifs néo-libéraux du gouvernement (réductions d'impôt, etc.).

Alors que les jeunes et les travailleurs saisonniers étaient particulièrement touchés par la réforme de 1996, la transformation de l'assurance-chômage en assurance-emploi a constitué une attaque directe contre les femmes. La conversion du nombre de semaines de travail en nombre d'heures de travail pour calculer l'admissibilité a eu comme effet d'exclure un grand nombre de précaires. En plus de réduire la durée des prestations, la réforme a quadruplé le nombre de semaines de travail nécessaires pour toucher des prestations d'A.-C. pour des milliers de femmes et d'hommes travaillant à temps partiel. À partir de 1996, l'écart entre les hommes et les femmes sans emploi admissibles aux prestations, auparavant minime au Québec, est passé de 3% à 14%. Les femmes de 25 ans à 44 ans, susceptibles d'avoir des enfants, sont les plus durement touchées par la réforme. Malgré que pour beaucoup de ces femmes, après les heures à temps partiel, le travail se poursuivent à la maison, ces heures ne seront pas comptabilisées dans l'admissibilité au chômage, puisque que pour l'état patriarcal, élever des enfants n'est " évidemment " ni un travail ni nécessaire au bon fonctionnement de la société, à l'opposé de la vente à pression de plan téléphonique, de la distribution de beignes, ou encore de la coiffure XXX, etc.

Aujourd'hui encore, l'esclavage salarié n'étant vraiment efficace que s'il ne laisse aucune alternative, la machine néo-libérale continue ses attaques contre l'assurance-chômage et les autres formes de protection des travailleurs et travailleuses. Nous devons nous inspirer des luttes passées, défendre les acquis de ceux qui nous ont précédés, nous organiser de manières nouvelles et chercher à progresser vers l'unité et l'auto-organisation de notre classe et de son émancipation.

Logement: Une victoire populaire à Québec

Certains se souviendront peut-être du "squat du 920 de la Chevrotière", à Québec en 2002? L'occupation s'était soldée par une trahison des élites du mouvement coopératif et la promesse du développement côte-à-côte d'une coopérative d'habitation et de condos de luxe. Le problème, c'est que les condos ne se sont jamais vendus et que le promoteur a déclaré forfait l'automne dernier. Revirement majeur: après six mois de pressions populaires, la municipalité vient de donner son accord de principe à un deuxième projet de coopérative pour remplacer les condos.

Une victoire après 30 ans de luttes

Dans la foulée de la Révolution tranquille, le quartier Saint-Jean-Baptiste a été défiguré il y a 30 ans par la construction des horribles édifices de la colline parlementaire, la percée d'un boulevard moderne et la construction d'une série de grands hôtels. Le hasard a voulu que le pic des démolisseurs ait oublié certains coins des secteurs visés par la "rénovation urbaine". Ce fut le cas de six maisons situés sur l'Îlot Berthelot. Avec le temps, ces maisons ont pris une véritable valeur de symbole dans les luttes urbaines de la Vieille Capitale. Une poignée de locataires récalcitrants ont en effet tenu tête à des multinationales et aux pouvoirs publics pendant 20 ans, jusqu'à ce que, dans les années 1990, la lutte paie et transforme quatre des six maisons en coopérative d'habitation.



Même si pour le commun des mortels la lutte à l'Îlot Berthelot était terminée avec la création de cette coopérative, les irréductibles gaulois du groupe local du FRAPRU (le Comité populaire SJB) n'ont jamais réellement accepté d'abandonner les deux maisons restantes et le terrain vague donnant sur le boulevard René-Lévesque. En 2002, le Comité populaire revenait à la charge en lançant l'occupation de l'une de ces maisons avec le renfort de plusieurs jeunes anticapitalistes et libertaires. C'est ainsi qu'est né le "squat du 920 de la Chevrotière" qui a duré quatre mois et dans le sillage duquel est né l'Infoshop La Page Noire.

Il est remarquable qu'à l'annonce de l'abandon du projet de condos de luxe, le Comité populaire ait eu l'audace de relancer un projet de coopérative sur l'Îlot Berthelot et ressorti les plans dessinés en... 1997.

La mobilisation permanente d'un comité de requérants composé d'une trentaine de ménages du quartier croyant au projet et, surtout, désirant y demeurer a eu raison d'une administration municipale affaiblie par une campagne électorale imminente. Il ne manque plus que l'annonce gouvernementale des nouvelles unités de logements sociaux pour que commence la construction de 75 logements coopératifs sur le site. Cause commune salue l'intransigeance et l'intelligence collective du Comité populaire et des requérants de Saint-Jean-Baptiste. Vous nous prouvez une fois de plus que seule la lutte paie...

légende : la peur d'une nouvelle occupation du 920 de la Chevrotière a précipité sa démolition, ainsi que celle de l'édifice voisin, en mai 2003.



QUI SOMMES-NOUS?

Un vieux slogan anarchiste affirme que si les élections changeaient vraiment quelque chose, elles seraient illégales! En effet, nous les anarchistes ne croyons pas que de vrais changements démocratiques peuvent survenir par l'entremise d'une petite minorité qui dirige d'en haut. Au contraire, nous croyons que les vraies transformations sociales doivent être menées à la base par la majorité d'entre nous. Ces changements ne pourront se réaliser que quand nous lutterons tous ensemble contre l'exploitation, quand nos forces seront unies pour faire vivre une vraie démocratie qui n'a jamais existée à l'assemblée nationale.

La NEFAC vise à répandre les idées et les pratiques anarchistes. En plus de publier ce journal, nous publions aussi deux fois par année notre revue théorique, Ruptures, et produisons diverses brochures. Nous nous impliquons activement dans différents lieux de diffusion libertaires tels que la librairie anarchiste L'Insoumise et le D.I.R.A. à Montréal, ainsi que l'infoshop La Page Noire à Québec. Nous supportons plusieurs luttes : syndicales, pour la régularisation et contre la déportation des réfugié-es et pour le droit au logement. Nous sommes aussi membre de la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC).

Nous ne sommes toutefois qu'une petite organisation. Ainsi, nous ne pouvons faire tout ce que nous voudrions accomplir! C'est pourquoi nous avons besoin de personnes qui veulent s'impliquer. Si vous aimez ce que vous lisez dans ce journal, vous pouvez nous aider à le distribuer. Écrivez-nous !

* * *

Québec - La Nuit : nefacquebec@yahoo.ca
Saint-Georges: st-georges@nefac.net
Sherbrooke: - sherbrooke@nefac.net

Secrétariat francophone de la NEFAC
Montréal: mtl@nefac.net

NEFAC sur le web: www.nefac.net

★



L'ANARCHIE DE A À Z

"F" COMME FÉDÉRALISME

Lorsqu'on évoque le fédéralisme, la plupart des gens pensent immédiatement aux nationalistes canadiens, les "fédéralistes", ou alors à des pays comme les USA, la Suisse... De prime abord, il n'est qu'une "variété" de gouvernement et ne semble guère révolutionnaire...

Cependant, étant donné que le fédéralisme signifie "alliance", prendre ce mot au pied de la lettre pour l'appliquer à l'ensemble de la vie sociale, politique et économique, c'est poser d'emblée une critique radicale du capitalisme et de l'État.

Politiquement, le fédéralisme libertaire condamne toute puissance militaire et toute institution policière; il est l'ennemi du centralisme qui conduit à l'asservissement. Qui dit pouvoir central dit mise en tutelle, mise sous surveillance, mise sous commandement, mise sous dictature ! Notons au passage que les politiques de "décentralisation" et de "régionalisation" ne nous rendent pas l'État plus sympathique : s'il a appris à déléguer des responsabilités à des instances subalternes, il n'en est pas devenu plus juste pour autant. Ce sont seulement les méthodes d'oppression qui ont changé !

Fédérer, d'un point de vue anarchiste, c'est créer des fédérations à tous les niveaux, en généralisant le principe de la libre association. Il s'agit de coordonner des systèmes autogérés, des petites collectivités aux regroupements les plus vastes, et non pas d'agglomérer des institutions organisées sur un mode autoritaire!

Le fédéralisme libertaire veut cimenter la société par un lien social dont l'élément essentiel est l'adhésion à des projets et à des oeuvres communes. C'est une nouvelle conception du contrat social, sur la base du volontariat et non de la coercition.

La société libertaire bannit-elle pour autant toute forme de "contraintes"? Non, puisque passer un contrat signifie savoir prendre des engagements et les respecter. Sans vouloir refaire ici de grandes théories sociologiques, mais pour éviter de se fourvoyer dans un optimisme idéaliste, il est important de tenir compte de réalités simples. L'être humain n'est pas "naturellement" plus disposé pour l'entraide que pour la domination (à ce titre il n'y a pas de "nature"), et il nous semble incontestable que les individus transforment effectivement, par leurs actions, les structures sociales, et que ces structures sociales agissent à leur tour sur les individus, en créant des contextes, en conditionnant les habitudes, en déterminant les possibilités d'action. C'est ce qu'on appelle en d'autres termes un rapport interactif.

On ne peut alors concevoir l'individu comme un acteur tout-puissant de sa vie et partant de cette idée, nous sommes convaincus qu'une société anarchiste, comme n'importe quelle autre société, ne pourrait fonctionner par la seule "bonne volonté" de ses membres. Ce sont les modes d'organisation qui doivent eux-mêmes entraîner des comportements libertaires, individuels et collectifs.

Pour se faire, le fédéralisme libertaire repose donc grosso modo sur quatre principes élémentaires : la libre association, l'égalité économique et sociale (qui nous renverra à l'abolition de la pro priété privée), l'autonomie des groupes et des collectivités, la prise de décision par la démocratie directe.

[librement adapté d'un texte de la F.A.]

Abonnez- vous!

Cause Commune est publié à 3000 copies tous les deux mois. Aidez-nous à le diffuser le plus largement possible dans la belle province par un abonnement de soutien. Ainsi, vous recevrez une copie dans votre boîte aux lettres à chaque parution et vous nous permettrez d'augmenter notre tirage!

Abonnement de soutien pour un an : 20$
Tout don supplémentaire est bienvenu!
Argent comptant ou chèque adressé à :

C.P. 55051, 138 St.-Vallier Ouest,
Québec (Québec) GIK IJ0

La grève étudiante, racontée par des libertaires de....

Québec

Les réformes mises de l'avant par le gouvernement Charest l'automne dernier ont permis, au cours des derniers mois, de remettre sur pied un mouvement étudiant endormi depuis plusieurs années. Résultat: le déclenchement de la grève générale illimitée. Ce mouvement de lutte représente une réalisation peu courante dans notre histoire. Même si les étudiantEs de Québec entrèrent tardivement dans la mouvance contestataire, le rôle que nous avons joué ne fut pas pour autant insignifiant.

Bien que le résultat que nous connaissons actuellement reste particulièrement insatisfaisant et que le spectre de la trahison était prévisible, cette période de grève demeure particulièrement instructive sous plusieurs aspects. Elle présente de nombreux points positifs qui peuvent s'inscrire dans une perspective anarchiste. En effet, en excluant l'attitude autoritaire des fédérations étudiantes, cette grève a permis à plusieurs d'entre nous (étudiantEs) d'avoir un premier contact avec certains principes libertaires. Premièrement, notons que la grande majorité des décisions furent prises en assemblée générale, incluant l'ensemble des moyens de pressions qui furent adoptés sur des bases de démocratie directe. Deuxièmement, la grève fut ponctuée d'une foule d'actions toutes plus significatives et imaginatives les unes des autres, comme par exemple les blocages et occupations de nombreux lieux reliés à la cause. Bref, le principe d'action directe mit de l'avant durant cette grève est tout à fait remarquable et s'inscrit en droite ligne avec la perspective anarchiste. Ces occupations furent à la fois une prise de position par l'action directe et une preuve d'organisation démocratique et révolutionnaire. Nous pouvons donc, malgré notre déception générale, admettre que cette grève étudiante fut formatrice pour les luttes à venir ainsi qu'un point de départ pour le rétablissement et la cohésion du mouvement étudiant futur. J'aimerais saluer la ténacité de nos camarades du Cégep du Vieux-Montréal qui ont réussi à démontrer que l'auto-organisation des lieux d'enseignements est possible.

Nous ne devons absolument pas laisser retomber la pression si l'on veut réussir à imposer d'autres choix à une société qui est la nôtre. Que la lutte continue jusqu'à la gratuité scolaire et l'enrayement de l'endettement étudiant!

Un camarade de Québec

St-Georges-de-Beauce

La grève est maintenant terminée au Cégep Beauce-Appalache, depuis le 30 mars, et a été, somme toute, une immense déception. Loin de faire naître chez les étudiantEs un sentiment de dignité et de pouvoir collectif, elle a été marquée par un manque de démocratie et d'implication de la part des grévistes, accentué par le despotisme de certains membres de l'exécutif de l'association générale étudiante, qui a collaboré avec la direction, sans consulter les étudiants en grève. Sans qu'aucun vote ou consultation préalable n'ait eu lieu, nous avons appris qu'une entente avait été conclue et que les cours techniques de 3ème année, ainsi que quelques autres cours allaient être maintenus, ce qui, il va sans dire, a enlevé beaucoup de poids à notre rapport de force.



Les étudiant-Es n'ont en aucun cas contrôlé le déroulement de cette grève : ni les actions ni les revendications...

Toutefois, on peut sans se tromper y voir un côté positif. La Beauce est reconnue pour son caractère particulièrement anti-syndical, et cette grève était sans contredis, malgré ses immenses faiblesses, une avancée. Elle a permis de nombreuses discussions et aussi de sensibiliser plusieurs personnes. Des actions de solidarité presque inespérées ont surgi de la de la polyvalente (sec 3, 4 et 5) et de la trinité (sec 1 et 2). En effet, les étudiantEs de la polyvalente ont conduit une grève de soutient d'une demi-journée, et ont manifesté en solidarité... Il est toutefois désolant de voir que lorsque ces étudiants se sont présentés au Cégep, les membres de l'exécutif ont préféré rester dans leur bureau que de participer à la marche... La Trinité n'est pas restée en reste : le lendemain, 372 étudiantEs ont conduit une grève sauvage, également d'une demi-journée, marchant aussi pour montrer leur solidarité. Seulement une vingtaine de ces étudiantEs en ont profité pour crisser le camp, alors que tous les autres sont restés ensemble pour, malheureusement, se faire dire par le président de l'AGE de retourner en classe... Même marquée de plusieurs erreurs, cette grève n'en demeure pas moins un pas vers l'avant.

Salut aux 2 irréductibles sur les pickets et à tous ceux qui ont participé, soutenu et aidé à la grève..

Sherbrooke

Comme beaucoup d'autres, les étudiant-e-s de la faculté des Lettres et sciences humaines à l'Université de Sherbrooke ont voulu faire de leur grève une expérience autogestionnaire en occupant les corridors, classes et salons de leur école... et ils ont réussi haut la main! Voici des extraits du guide d'information de l'université libre qui invitait les gens à participer à l'occupation de la faculté :

" Nous croyons que la meilleure façon de faire valoir le droit à l'éducation passe par la création d'une résistance étudiante créative et imaginative qui s'inspire d'un savoir qui va au-delà de la simple éducation formelle de nos cours magistraux. Si bien que nous avons décidé d'arrêter le fonctionnement regulier des cours de notre faculté, car nous sommes convaincus que le gouvernement ne nous a pas laissé d'autres chemins que celui de la lutte.

Pour créer l'université libre, nous avons decidé d'organiser une programmation ouverte laissant la possibilité aux étudiants de partager et d'échanger leurs connaissances et leurs idées lors de table-rondes, de conférences, d'ateliers de création, de projections de films, de jeux... Ce qui permet une interdisciplinarité digne d'une faculté des sciences humaines qui se respecte. "

La gestion de l'université libre touchait divers aspects comme l'action politique, la sécurité, les dortoirs, la cuisine, les déchets, les toilettes... Chaque matin à 10h00 se tenait un conseil de grève afin d'organiser les diverses activités de la journée, revenir sur le travail des comités (mobilisation, communication, diplomatie et facilitation), apporter et discuter de nouvelles idées, de nouveaux projets, transmettre les informations du jour concernant la grève... Cette forme d'organisation a permis d'organiser un nombre impressionnant d'actions de sensibilisation de la population et de perturbation du gouvernement. Elle a aussi amélioré la qualité de ces actions : vivre et dormir dans un même lieu permet de mettre plus efficacement nos efforts en commun; de faire du matériel de propagande, de confronter nos idées et de les améliorer, de s'entre-motiver...

Cette grève et l'expérience de l'université libre ont permis à plus d'un de mettre en pratique certaines idées sur l'organisation qu'il est rarement possible d'appliquer concrètement. Chaque geste de résistance nous en apprend un peu plus sur les moyens à prendre afin d'atteindre notre idéal d'organisation sociale. À la prochaine grève, nous serons, un peu plus, prêts.

Montréal

La grève étudiante a expiré son dernier souffle avec l'appel de la CASSÉE " à un repli stratégique ". Depuis longtemps, avec l'horreur d'une situation sociale en constante dégradation, la grogne couvait parmi une grande partie des étudiants. La réforme de l'aide financière, fut la goutte qui fit déborder le vase. La grève qui ne semblait être qu'une étincelle a vite embrasé le Québec. À l'UQAM nous n'avons pas fait exception. La mobilisation des étudiants des diverses facultés fut le fruit d'une longue campagne et la pratique de la grève, par son lots de surprises et d'expériences, est venue enrichir notre héritage militant. Malgré son estompement actuel, notre grève et celle des autres étudiantEs fut aussi un moment révélateur pour la société en générale que se soit sur la signification même de la grève, le rôle des mouvements sociaux ou le questionnement de la logique du capitalisme.

Le souvenir des luttes étudiantes passées où la récupération du rapport de force étudiant par les fédérations, avait discrédité ces dernières et leur stratégie de concertation hantait encore les " uqamiens et uqamiennes ". Ainsi, dès les premières assemblées générales le désir de se dissocier des fédérations étudiantes devenait une position cruciale. Les différentes facultés de l'université adoptaient des revendications dépassant le simple calcul financier par un élargissement du débat où la question de la gratuité scolaire complète était au cœur de la grève avec l'adoption de la plate-forme de la CASSÉE. Nos diverses assemblées générales prenaient position pour la combativité et une vision large où le débat sur l'éducation et la démocratie avait sa place. La FEUQ déjà à l'arrière du mouvement aurait beaucoup de chemin à faire pour satisfaire les visées des étudiants et étudiantes.

Les grévistes voulaient perturber les institutions économiques, sociales et politiques qui contrôlent les leviers de la résolution du problème qui était soulevé. L'État devenant la cible directe et indirecte, il y eu multiplication des actions de disruptions fatiguant l'ordre ambiant. Dans un même temps, parallèlement, la stratégie de diffusion se faisait par affichage, communiqués, kiosques d'informations, tracts, etc. au travers de la ville. En dialoguant directement avec la population, nous assurions une réappropriation de notre discours déformés sur l'espace médiatique capitaliste.

L'organisation horizontale où le pouvoir était remis aux assemblées générales était un premier pas vers l'autogestion de la lutte étudiante. Pour parvenir à s'organiser efficacement divers comités pan-uqamiens furent créés (communication externe, communication interne, action politique, action culturelle, action artistique, bouffe, piquetage, garderie, éducation populaire, occupation de l'UQAM et femmes en grève). La mise en commun de leurs diverses activités se faisait au travers d'un conseil de grève qui se tenait tous les jours vers 10h00. Bien vite des débats internes (où le non-respect de la diversité des tactiques en était le sujet) et l'intrusion agressive de l'escouade anti-émeute dans l'université

Sur les lignes:

CHRONIQUE SYNDICALE

Un peu plus et on croirait que les syndicats ont parodié le célèbre slogan du Che --" créer un, deux, trois Vietnam "-- pour leurs négociations dans le secteur public. Alors qu'à l'origine, ils devaient aller au combat ensemble dans un traditionnel Front commun CSN-CSQ-FTQ, voilà qu'ils se divisent entre ceux qui veulent frapper au printemps et ceux qui tablent plutôt sur l'automne. Les syndiqués du secteur public monteront donc au feu en ordre dispersé... Le gouvernement libéral est peut-être incompétent, mais il aura au moins retenu l'essentiel: diviser pour régner.

Il y a un an et demi, on aurait juré que la CSQ, qui collait comme son ombre à la FTQ, était incapable d'initiative. Tout conspirait pour isoler la CSN et les syndicats indépendants des fonctionnaires et des professionnels du gouvernement (SFPQ et SPGQ). Mais le gouvernement a provoqué une campagne de maraudage forcé en santé. Quand la haute direction de la FTQ a fait avorter la grève générale à laquelle se préparaient la CSQ et la CSN pour répliquer, il est devenu clair que les vraies négociations étaient repoussées de deux ans pour la majorité du Front commun. La division était introduite, le pourrissement de la situation a fait le reste. C'est la CSQ, surtout présente en éducation, qui a fait faux-bond à ses partenaires embourbés par les votes en santé et qui a contacté les syndicats indépendants dans le but d'élaborer une stratégie de négociation alternative. La CSQ a tiré une leçon essentielle de son lâchage par la FTQ au sujet de la grève générale : ne compter que sur ses propres moyens. Dès le mois de décembre, la centrale annonçait qu'elle voulait obtenir de nouveaux mandats de grève à exercer, si besoin était, sur ses propres bases. Des négociations intensives avec différents syndicats indépendants ont mené à la création d'un deuxième front commun --le Secrétariat intersyndical des services publics regroupant la CSQ, le SFPQ et le SPGQ-- et de cartels de négociation dans les cégeps et les commissions scolaires. Graduellement, tout ce beau monde est allé chercher des mandats de 2 à 3 journées de grèves.

La nouvelle stratégie mise de l'avant par la CSQ et ses nouveaux alliés est de pousser pour un règlement au printemps, alors que du côté de la CSN et de la FTQ, on parle encore de l'automne. Pour construire son " rapport de force " avec l'État, la CSQ lance des grèves rotatives --région par région-- tout le mois d'avril et annonce une grève générale en éducation le 6 mai. Il n'est pas exclu que le SFPQ et le SPGQ se joignent au mouvement le 6 mai puisqu'ils ont déjà des mandats de grève et que les professionnels sortent pour une deuxième fois à la mi-avril. Le mouvement initié par la CSQ force déjà certains secteurs de la CSN, notamment dans les cégeps, à se positionner dès maintenant et à faire eux-aussi des mini-grèves d'une demi-journée.

L'État, de son côté, poursuit sur sa lancée de " diviser pour régner ". La présidente du Conseil du Trésor, par exemple, s'est fait un malin plaisir à jeter de l'huile sur le feu en annonçant, début avril, qu'elle était prête à régler séparément avec les profs et les fonctionnaires dès ce printemps (alors que la CSN et la FTQ se proclamaient " incontournables " puisqu'elles représentent à peu près la moitié des employéEs de l'État). Si la carotte est au rendez-vous, le bâton n'est pas très loin non plus puisque la ministre menace déjà d'une loi spéciale. La répression s'abat d'ailleurs sur les professionnels du gouvernement du Québec qui ont eu une injonction limitant leur piquetage (pour ne pas qu'ils ne paralysent la machine) lors de leur débrayage du 13 avril.

Malheureusement, la négociation actuelle du secteur public se limite à des escarmouches sans conséquences. La perspective d'une " vraie " grève générale illimitée, ou au moins d'une guérilla sociale* digne de ce nom, n'est même pas envisagée par les syndicats. Pourtant, l'expérience étudiante le démontre, seule une lutte prolongée et déterminée pourrait faire fléchir ce gouvernement. Il faut dire, cependant, que le " rapport de force " est très relatif et que les syndiquéEs sont encore très peu mobiliséEs. La plupart des mandats de grève sont faible (70% en moyenne) et à peine unE syndiquéE sur quatre se pointe aux assemblées générales de grève (le quorum n'a même pas été atteint dans certains cégeps). Les syndicats paient visiblement pour ne pas avoir battu le fer quand il était chaud, en décembre 2004.

*C'est pas nous qui inventons ça, c'est le mot d'ordre officiel de la CSN!

... suite et fin de la page 3

menèrent à l'éclatement des moyens d'organisation. Deux fronts de luttes avaient cours dans un même temps. Un premier, extérieur, qui consistait en une mobilisation axée sur les revendications originelles pour l'élargissement des négociations à nos revendications totales. Un autre, interne, où les têtes de l'administration étaient mises à mort suite aux arrestations et à l'intrusion des policiers dans l'université.

Cet éclatement eut un impact majeur sur la mobilisation et l'organisation de la grève. L'implication et la multiplication des actions se fit de plus en plus variées, ponctuelles et devint malheureusement, dans plusieurs cas, une responsabilité individuelle et non plus une organisation collective. Dans ce contexte, il devenait difficile de tisser des liens entre grévistes, d'amener de nouveaux étudiants à s'intégrer aux actions et conduisaient certains à l'épuisement. Les actions ne cessèrent pas pour autant et la trahison de la FEUQ fut un nouveau point tournant de nos activités.

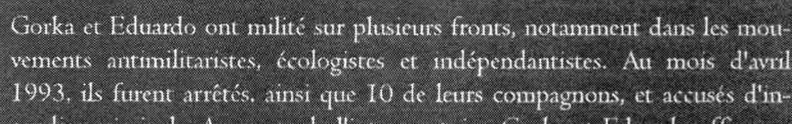
Comment dépasser les nombreuses contradictions du mouvement étudiant? La FECQ et la FEUQ en négociant en deçà du statu quo et au mépris de la CASSÉE, rabaissait la grève à la simple question des 103 millions. Au delà de çà, il était difficile de faire surgir une réflexion sociale sur les finalités de l'éducation, sur la marchandisation des savoirs et sur l'aboutissement de ce vers quoi destinent des études. Ainsi, la collaboration avec le pouvoir des fédérations semblait passer par la mise en valeur d'intérêts personnel carriéristes avant l'intérêt collectif des étudiants.

Des occupations politiques et festives aux perturbations économiques, nous avons expérimenté collectivement l'organisation de notre lutte de manière créative au-delà des négociations réformistes. Ils semblent que pour les étudiants la solution se trouve dans la rue plutôt que dans l'action des fédérations qui tentent de résoudre la crise dans des négociations. Plus que jamais, l'idée de détruire les fédérations et de développer des stratégies alternatives fait échos. Maintenant que la grève est terminée nous tentons de maintenir le débat sur la scène publique. Le problème du maintien de la mobilisation se pose maintenant. Nous avons décidé d'élargir nos problèmes à ceux du reste du Québec, la critique des politiques néo-libérales dans leurs ensemble mène à la création d'un mouvement en faveur de la destitution de Charest.

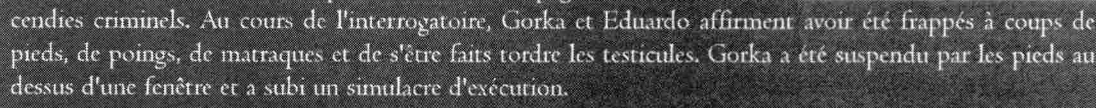
Liberté pour Gorka et Eduardo

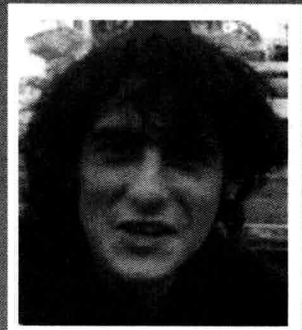
Eduardo Plagaro Perez et Gorka Perea Salazar, deux militants d'origines Basques qui s'étaient réfugiés au Canada en 1997 à la suite d'accusations d'incendies criminels, ont vu leurs demandes suspendues après que l'Espagne ait demandé leur extradition. Injustement accusés à partir d'aveux obtenus sous la torture dans leur pays d'origine, voilà maintenant plus de 8 ans que leur sort est entre les mains de la justice canadienne.

Gorka et Eduardo ont milité sur plusieurs fronts, notamment dans les mouvements antimilitaristes, écologistes et indépendantistes. Au mois d'avril 1993, ils furent arrêtés, ainsi que 10 de leurs compagnons, et accusés d'incendies criminels. Au cours de l'interrogatoire, Gorka et Eduardo affirment avoir été frappés à coups de pieds, de poings, de matraques et de s'être faits tordre les testicules. Gorka a été suspendu par les pieds au dessus d'une fenêtre et a subi un simulacre d'exécution.



On les a aussi menacés de violer leurs sœurs s'ils refusaient de collaborer.





C'est ainsi qu'en 1997, alors que leur cause est en appel et qu'ils sont libérés, Gorka et Eduardo en profitent pour fuir vers le Canada. Après 4 longues années d'attentes, l'Espagne fait une requête d'extradition, et la Commission du Statut de Réfugiés suspend l'étude de leurs dossiers.

Après les avoir incarcéré en 2001, le ministre de la justice de l'époque autorise la demande de déportation, et ils sont remis en liberté après 2 ans et demi. En 2004, la cour d'appel maintient la décision de déporter Gorka et Eduardo et ordonne leur retour en prison, malgré le fait qu'ils respectaient rigoureusement leurs conditions de remise en liberté, et ce depuis plus d'un an. Ils se rendent eux-mêmes à la police le 15 décembre, dans un geste de bonne volonté. Le jour de leur incarcération, ils demandent à être incarcérés ensemble car les autorités de la prison voulaient envoyer Gorka dans l'aile des bikers. Après avoir refusé, la gardienne appelle 10 autres gardiens qui menottent Gorka, et le rouent de coups à la tête. À un certain moment, un gardien lui écrase la tête avec son pied pendant qu'un autre lui assène des coups de pieds sur tout le corps, puis on les envoie au trou (cellules d'isolements), où ils commencent une grève de la faim pour obtenir d'être incarcérés ensemble.

S'ils sont déportés, c'est la prison, l'humiliation et la torture qui les attendent.
Vous pouvez contacter le Comité de Solidarité Gorka et Eduardo
par courriel à <solidarite_gorka_eduardo@hotmail.com> ou par téléphone :
-Véronique Gauthier : (514) 528-2656 et
- Marc-André Cyr : (514) 525-6436.
Il est grand temps d'agir pour les supporter, et mettre de la pression.

Inscrivez-vous à liste *info@nefac.net* et recevez des informations hebdomadaires (pas plus de 8 courriels par semaines) vous tenant au fait de nos activités. Envoyez un courriel à cette adresse pour vous inscrire à cette liste.